

## **Sanctionné, Hollande continue l'austérité** **Alors ? Le 12 avril, allons manifester !**

Sanctionné par le peuple des communes, Hollande s'assoie sur les urnes et envoie un simulacre d'homme fort pour continuer le désastre social. L'émoi des soirs électoraux effacé, le président met en place un gouvernement technique aux membres interchangeables, chargé de mettre en musique nationale l'austérité de l'Union dite européenne. L'austérité-Valls ressemble tellement à celle d'Ayrault qu'on a l'impression d'avoir déjà vu le film 15 fois. V comme vide comme Valls.

Le verrou de la situation continue d'être fermé : ladite « Conférence sociale » prochaine est déjà arrangée, entre Hollande, Gattaz et la CFDT. De dialogue social nous n'avons que le spectacle monté sur une scène dont l'acteur principal, le rôle titre est le patronat. L'a-t-il répété, le Valls nouveau, son amour d' l'entreprise, son encouragement à l'entreprise, son salut à l'entreprise, son action pour alléger les charges de l'entrepris.

C'est tout Valls, l'austérité réaffirmée ! Et il détaille :

- Le coût de travail est la priorité, pas le chômage. Il faut le baisser. Comment, mais par la liquidation des dernières cotisations patronales sur les salaires du niveau du SMIC.
- Les cotisations familiales suivront le même sort, ainsi que les impôts affectés aux sociétés, « quelques dizaines de taxes supprimées » (sic).

S'appuyant sur le relevé de conclusion Medef CFDT Gouvernement, auquel il confère le niveau d'un accord, il détaille :

- La Santé sociale doit être rabotée de 10 milliards ;
- Les collectivités locales doivent se passer de 10 milliards ;
- Les agences gouvernementales, de 19 milliards.
- Les régions seront réduites de 50%, les intercommunalités fondues, les conseils de département supprimés.

Votez, ne votez pas, Hollande applique le calendrier de l'Union européenne. Quand c'est non dans les urnes, c'est quand même oui, parce que ce gouvernement n'applique que les intérêts privés des rentiers, financiers et banquiers. Il fait tellement le sale boulot que la droite vocifère, aboie mais ne mord pas car, sur le fond, elle est d'accord.

### **Que nous reste-t-il ? Prendre le parti de l'avenir !**

Nous tous avons à quoi nous en tenir, 2 ans de période d'essai sont amplement suffisants, et l'épisode des municipales est éloquent : l'économie des profits, dite de l'offre, méprise, nie et évacue l'économie sociale des besoins.

Voilà pourquoi nous devons bâtir un mouvement social pour sortir du présent libéral et gagner l'avenir. Assez de nous faire balader : le monde doit changer de base ! **Voici ce que nous proposons d'aller défendre le 12 avril :**

## **Pour un Pacte social de mobilisation entre toutes les forces du Travail**

**1 La dette, qui motive l'austérité, vient de la spéculation des banques. Elle doit être annulée !**

**2 Gel immédiat des licenciements, des plans sociaux et des plans de départs réputés « volontaires » ! Embauche des jeunes à la place des contrats au rabais.**

**Une loi contre les licenciements et pour contraindre à l'embauche ! Les entreprises abandonnées par les états-majors patronaux doivent revenir à la collectivité nationale ! Pour le plein emploi, contre l'économie des rentiers et des financiers. L'emploi est un droit, l'actionariat un vol !**

**3 La Sécurité sociale est à nous ! Non à la privatisation et à la fiscalisation !**

**Arrêt du transfert des cotisations patronales vers les salariés et abrogation des exonérations des employeurs !**

**Taxation des dividendes des rentiers, proportionnelle au montant de leur fortune réelle. Récupération des capitaux de l'évasion fiscale pour les verser à la protection sociale.**

**Retour à un impôt démocratique qui taxe les riches à la hauteur de leur tas d'or et qui épargne les démunis. La TVA doit être immédiatement ramenée au plus bas.**

**4 Assez du chantage emploi contre salaire. Ne lâchons plus rien sur les salaires. Les actionnaires pillent les richesses que nous créons ! Egalité immédiate hommes-femmes - le SMIC à 1 700 euros net - augmentation générale des salaires en proportion de la hausse du SMIC. Les capitaux de l'évasion fiscale et de la spéculation financière fianceront le tout !**

**5 Contre le Front national, déguisé en parti du peuple, habillé dans le vieil uniforme de l'extrême droite raciste**